

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

EN REGARD

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

Olivier Roy

note rédigée pour le CAP en octobre 1995

D'UN TERRORISME D'ÉTAT À UN TERRORISME SUI-GENERIS

La récente vague de terrorisme en France montre que le terrorisme islamique est déconnecté des réseaux étatiques ou para-étatiques qui l'avaient porté à bout de bras dans les années 1980. Nous avons aujourd'hui affaire à une radicalisation par le bas de milieux marginalisés qui mettent au service d'une cause « islamique » une révolte qui se serait de toute façon exprimée. Cette violence s'incarne dans ce que le marché idéologique offre de valeurs de contestation et d'identité. On prend ce qui effraie le « Français », à savoir l'Islam, comme autrefois ce qui effrayait le « bourgeois », à savoir la Révolution. L'affaire Kelkal est dans la ligne d'Action Directe et des Brigades rouges, pas dans celle de Nakkache ou de Fouad Ali Saleh. Il n'y a donc pas lieu de chercher des parrains étatiques étrangers sur qui faire pression ou avec qui négocier.

Mais, comme les mouvements du style « Action Directe », ce type de terrorisme n'est pas l'expression d'un mouvement « révolutionnaire », car il ne dispose pas de relais en profondeur dans la population musulmane vivant en France. Un mouvement révolutionnaire repose sur le triptyque parti révolutionnaire/ appareil armé clandestin/ mouvements de masse. On ne distingue aucune tendance dans ce sens, pour le moment du moins. Seul le PKK dispose de ce type de structure; le FIS était sans doute dans cette voie après l'interruption du processus électoral, mais semble depuis s'être replié sur des réseaux purement logistiques visant à approvisionner ses maquis algériens.

La gestion de ce terrorisme relève donc avant tout de l'action policière sur le court terme et d'une approche de fond des problèmes de quartiers chauds et d'intégration sur le long terme.

Mais le danger peut venir de la conjonction entre la radicalisation d'une frange de la jeunesse d'origine musulmane et un mouvement de ré-islamisation d'une partie de la population musulmane en France, même si les enquêtes en montrent les limites (voir l'étude de l'INED publiée par Michèle Tribalat dans son livre *Faire France*, 1995).

LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DE LA RÉ-ISLAMISATION

Les dimensions internationales de la ré-islamisation sont multiples. Elles peuvent intervenir aussi bien au travers des musulmans vivant en France mais toujours liés au pays d'origine, que de ceux qui, très acculturés et coupés du pays d'origine, veulent redonner un sens politique au concept de Oummah, ou communauté des croyants, au-delà de l'allégeance à la nation française.

Les diasporas

L'analyse des immigrations musulmanes montre qu'il s'agit de

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

populations très hétérogènes. Par diaspora nous entendons les populations ayant gardé leur langue et se définissant avant tout par le pays d'origine, dont elles gardent souvent la nationalité. Lorsque des individus de ce groupe se ré-islamisent ou deviennent activistes, c'est presque toujours dans le cadre d'organisations liées au pays d'origine. Ainsi on trouve MelliGörüş pour les Turcs (auquel on peut ajouter le mouvement plus radical de Djemaluddin Kaplan) ou bien, dans la mouvance pakistanaise, les réseaux « barelvis », « déobandis » ou le « Jama'at » qui relèvent tous d'une problématique propre au sous-continent indien.

Les populations immigrées « traditionalistes », lorsqu'elles se mobilisent, le font dans le cadre de solidarités ethniques et nationales (parfois aussi villageoises ou familiales) du pays d'origine. Sensibles affectivement à l'imaginaire universaliste de l'Oumma, elles se désintéressent de sa réalisation politique. Des milieux plus éduqués, en particulier d'origine algérienne, peuvent se constituer en « base arrière » du GIA ou du FIS, mais essentiellement dans la perspective du pays d'origine et non pour introduire le terrorisme en France: c'est le cas de la plupart des réseaux logistiques de soutien mis à jour, qui n'ont pratiquement rien à voir avec les réseaux véritablement terroristes agissant sur le territoire français. Ces derniers sont bien « français », même si l'infiltration de certains éléments du GIA ou la manipulation par des services algériens ne saurait être exclue.

Les grandes organisations islamiques françaises

L'islam modéré est silencieux, individualiste et dépourvu d'organisation (il n'est pas sûr que ce soit un défaut). Les associations militantes par contre ont des vues plus précises. Les acteurs et les associations oeuvrant pour la ré-islamisation sont bien connus. Le cadre de leur activité est légal. Les grandes associations (Union des Organisations Islamiques de France, Fédération Nationale des Musulmans de France, Union des Jeunes Musulmans de Lyon, et aussi, dans une moindre mesure, le *Tabligh*) ont souvent une connexion étrangère, surtout l'UOIF et le *Tabligh*. L'UOIF est très lié aux Frères Musulmans et à la Ligue islamique. Ces

Les carnets du CAPS

connections étrangères assurent le financement et aussi la circulation d'imams, de prêcheurs, de littérature religieuse. Mais elles ne renvoient pas à un pays précis dont elles épouseraiient la stratégie et les intérêts nationaux. En fait ces grandes associations s'adressent à un public pour qui la rupture avec le pays d'origine, sa langue et sa culture, est un fait, souvent dû à l'émergence de nouvelles générations acculturées.

Ces grandes organisations islamiques ont, dans le cadre de la France et de ses institutions, une stratégie assez claire sur deux axes :

- communautariser la population musulmane vivant en France sur le seul critère de la religion et à l'exclusion donc des cultures nationales d'origine.

- négocier avec l'État la reconnaissance de cette communauté avec un statut dérogatoire (voile, nourriture *halal*, fêtes chômées, etc.), faisant ainsi de ces organisations l'intermédiaire nécessaire, avec tout ce que cela implique d'enjeux de pouvoir, mais aussi financiers (viande *halal*).

Elles s'opposent, par leur militantisme et leurs exigences, aux tendances modérées qui se contenteraient d'une reconnaissance de l'islam sur le mode protestant ou israélite, et qui recrutent dans des milieux soit très acculturés soit au contraire très conservateurs. Elles incarnent la volonté de promotion d'élites potentielles, insérées, éduquées, professionnelles et modernes : on trouve beaucoup de diplômés et de cadres très bien intégrés sur le plan socio-professionnel.

Mais, par définition, ces organisations n'ont pas de stratégie clandestine puisqu'elles veulent se faire reconnaître comme interlocuteur. Elles mènent de grandes campagnes, comme l'affaire du voile pour l'UOIF. Le but est l'émergence d'un lobby musulman. Elles sont très gênées par le terrorisme et l'amalgame qui en découle; elles adoptent en ce moment un profil bas, comme le montre la diminution des affaires de voile en cette rentrée 1995.

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

Les mosquées sauvages et les milieux informels

L'impact des grandes organisations est faible dans le milieu des Beurs de banlieue, car elles apparaissent comme l'expression de notables potentiels. Leur appel à l'organisation et à l'institutionnalisation ne trouve pas d'écho dans le milieu anémique et anarchisant des jeunes Beurs de banlieues, qui se méfient toujours des « grands frères » et de la récupération. Dans ces banlieues, le passage au radicalisme islamique n'est pas le fruit d'un travail en profondeur de ré-islamisation, mais plutôt la reformulation islamique d'une révolte déjà acquise. Ce passage à l'acte se fait en général par la rencontre entre des « politiques » et des « loubards ».

Les « politiques » sont souvent des immigrants récents gardant la citoyenneté étrangère, au niveau d'éducation supérieur à celui des jeunes Beurs, qui sont eux en échec scolaire ou en révolte, et ont déjà une expérience de la délinquance. Une nouvelle catégorie de « meneurs » apparaît ici: l'imam auto-proclamé, la plupart du temps autodidacte, né à l'étranger, itinérant, adapté à des publics d'origines ethniques et nationales fort diverses, utilisant les langues des pays d'accueil et les moyens modernes de communication. Ces imams voyageurs ont souvent circulé dans les points chauds de l'Oummah, Afghanistan ou Bosnie, mais ne sont pas liés à un pays donné. Ils exercent une fascination sur de jeunes délinquants à qui ils proposent plus une ré-interprétation de leur révolte qu'une véritable conversion. La délinquance est alors expliquée en termes de lutte contre le système. Les lieux de radicalisation peuvent être la prison, sous l'influence d'imams aumôniers, ou bien une mosquée informelle, parfois couplée avec une association, souvent à but sportif. Il est intéressant de noter que cette association entre une mosquée, une salle de sport et une bande de « mauvais garçons » entraînés par un cheykh charismatique, sur un modèle de secte ou de « cellule » soufie, est une vieille tradition du monde musulman (connue sous le nom de futuwat dans l'islam classique, et dont les *zourkhana* iraniennes sont une expression contemporaine).

Outre la reformulation positive d'une révolte, en termes idéologiques, cette conversion offre aussi une identité internationaliste à des milieux dont l'identité est devenue floue, perdue qu'elle est entre un pays d'origine aussi dévalué que l'image de leurs parents, et une identité française mal vécue.

L'identité mise en avant par la brusque ré-islamisation de certains jeunes Beurs n'est en effet pas une identité algérienne, marocaine ou tunisienne : c'est une identité musulmane, universaliste, fondée sur l'idée de *Oumma*. Les combats mythiques sont ceux de l'Afghanistan et de la Bosnie. En cela, ils se séparent de leurs aînés, plus liés au pays d'origine. Leur choix du GIA plutôt que du FIS vient bien sûr du fait que l'anomie et la violence du premier leur convient mieux, mais aussi du fait que le FIS algérien maintient une ligne « nationale » voire « patriotique » et cherche avant tout une percée dans le cadre national algérien, ce qui ne convient pas au nouvel internationalisme mythique qui séduit les jeunes radicaux des banlieues françaises.

UN INTERNATIONALISME DE DÉRACINÉS

On voit donc se développer, à la frange des populations musulmanes vivant en Occident, un nouvel internationalisme en dehors des Etats et des pays musulmans, mais aussi en dehors des grandes organisations internationales de l'Islam (comme les Frères Musulmans). Si l'on fait le bilan des mouvements actifs dans l'immigration musulmane en Europe, on constate qu'il s'agit plus de réseaux que de mouvements, mais qui sont véritablement multinationaux et s'établissent à partir de nouvelles générations de « *born-again muslims* », déracinés, ayant la plupart du temps perdu la langue d'origine au profit du français ou de l'anglais. L'internationalisation est ici une conséquence de l'occidentalisation et non du maintien d'une identité musulmane venue des pays d'origine. L'occidentalisation a produit la déracination, mais n'a pas permis d'ancrer une nouvelle identité nationale, celle du pays

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

d'accueil, dans toutes les catégories de musulmans. La révolte islamique attire les perdants de l'intégration plus que les traditionalistes.

On passe donc directement de la banlieue à l'Oummah. Les réseaux qui ont produit l'attentat de Marrakech comptent aussi bien des Marocains que des Algériens d'origine. Les réseaux en cause dans l'attentat du *World Trade Center* rassemblent des Égyptiens, des Pakistanais, des Palestiniens, mais leur Etat-major est dans une banlieue du New-Jersey. Cette internationalisation est en trompe l'oeil: elle rassemble des déracinés, et même des doublement déracinés par rapport au pays d'origine et au pays d'accueil. L'*Oummah* est fictive: elle repose sur la facilité des échanges et des communications, sur une internationalisation (en particulier par la langue, aujourd'hui l'anglais ou le français) qui est un produit de l'occidentalisation et non l'importation d'une solidarité antérieure.

Ceci explique largement le peu d'impact de ces milieux activistes dans la population musulmane traditionaliste, attachée aux cultures d'origine. Paradoxalement c'est l'acculturation résultant d'une politique d'intégration mal maîtrisée qui entraîne la naissance d'une nouvelle identité musulmane coupée de toute référence culturelle, linguistique ou nationale. Cette identité est vécue sur un mode ethnique à l'américaine: non pas translation d'une identité venue d'ailleurs mais expression dans la culture dominante d'une sous-culture née de l'exclusion sociale et qui se nourrit de mythes tiers-mondistes plus que proprement religieux.

La base de cette identité est fort peu religieuse au sens strict. La pratique réelle des militants impliqués dans les attentats est faible et récente.

Le vrai risque est moins l'islam comme religion que l'ethnisation d'un espace d'exclusion sociale où l'identité « musulmane » désignerait non pas une communauté religieuse, mais un rassemblement d'exclus, de gens qui se sentent exclus, et

retrouvent une justification de leur exclusion dans cette image du musulman abstrait, nouveau, francophone, « moderne », mais en guerre contre la société. Cette déchirure remonte à la guerre du Golfe et se nourrit de toute la problématique de l'exclusion.

Mais cette révolte reste largement un phénomène de génération limité à un espace donné: les quartiers chauds. Cette révolte anémique est loin d'offrir un modèle de mobilisation et d'organisation pour une population musulmane qui cherche avant tout à concilier identité religieuse et intégration. Derrière la révolte, il n'y a ni parti politique, ni mouvement de masse, ni relais d'opinion. La révolte porte ses limites en elle-même.

La clé de la gestion de la question « musulmane » est donc bien intérieure. Pourtant la dimension internationale est certaine.

LA DIMENSION INTERNATIONALE

Si chaque pays a une relation spécifique à ses populations musulmanes, on constate que l'émergence de réseaux cosmopolites faits d'électrons libres est, lui, très général. Les cartes d'implantation des réseaux et des voyages des militants montrent leur réelle internationalisation dans l'espace occidental, de la Norvège aux États-Unis, plus que dans l'espace musulman. Dans ce dernier, les mouvements radicaux sont avant tout nationaux et développent leur stratégie dans le cadre national.

On assiste à un découplage entre réseaux radicaux implantés en Europe et mouvements islamistes des pays musulmans. Il ne se rencontre guère que dans les marges : Afghanistan (ou plutôt Peshawar), Cachemire, Bosnie, Moros, Soudan, mais aussi Algérie, exemple même de déstructuration d'une société musulmane. Certes, il y a des va-et-vient entre organisations, mais ce découplage va probablement s'accroître. Ni les États musulmans, ni les grandes organisations islamistes ne sont des interlocuteurs pour gérer le radicalisme islamique en Europe.

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

Pourtant il y a ici un motif de danger et de malentendu. Le danger est la manipulation de certains de ces radicaux par des services secrets de pays étrangers, dans le cadre d'une stratégie bilatérale, comme dans les années quatre-vingts: faire pression sur la France. Mais nous avons l'habitude.

Le malentendu est plus subtil à gérer. L'apparition de nouveaux réseaux radicaux déconnectés des pays musulmans est mal comprise par les États musulmans. Ces États, quelle que soit leur nature et leur disposition à notre égard, voient la communauté musulmane en France comme un appendice du monde musulman et tiennent à en faire un élément des relations bilatérales. Mais ils ne peuvent plus guère devenir un facteur de stabilisation. Ils sont ignorés ou rejetés par des musulmans aujourd'hui largement acculturés. L'éventuel financement n'est plus un élément de contrôle comme l'Arabie saoudite tarde à le réaliser.

En fait, la nécessaire « dé-orientalisation » de l'islam en Occident est en route, mais avec des effets pervers inattendus: l'apparition d'une violence marginale héritière des mouvements contestataires et « anarchistes » de notre Occident.

Les carnets du CAPS

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

EN REGARD

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

Olivier Roy

note rédigée pour le CAP en octobre 1995

D'UN TERRORISME D'ÉTAT À UN TERRORISME SUI-GENERIS

La récente vague de terrorisme en France montre que le terrorisme islamique est déconnecté des réseaux étatiques ou para-étatiques qui l'avaient porté à bout de bras dans les années 1980. Nous avons aujourd'hui affaire à une radicalisation par le bas de milieux marginalisés qui mettent au service d'une cause « islamique » une révolte qui se serait de toute façon exprimée. Cette violence s'incarne dans ce que le marché idéologique offre de valeurs de contestation et d'identité. On prend ce qui effraie le « Français », à savoir l'Islam, comme autrefois ce qui effrayait le « bourgeois », à savoir la Révolution. L'affaire Kelkal est dans la ligne d'Action Directe et des Brigades rouges, pas dans celle de Nakkache ou de Fouad Ali Saleh. Il n'y a donc pas lieu de chercher des parrains étatiques étrangers sur qui faire pression ou avec qui négocier.

Mais, comme les mouvements du style « Action Directe », ce type de terrorisme n'est pas l'expression d'un mouvement « révolutionnaire », car il ne dispose pas de relais en profondeur dans la population musulmane vivant en France. Un mouvement révolutionnaire repose sur le triptyque parti révolutionnaire/ appareil armé clandestin/ mouvements de masse. On ne distingue aucune tendance dans ce sens, pour le moment du moins. Seul le PKK dispose de ce type de structure; le FIS était sans doute dans cette voie après l'interruption du processus électoral, mais semble depuis s'être replié sur des réseaux purement logistiques visant à approvisionner ses maquis algériens.

La gestion de ce terrorisme relève donc avant tout de l'action policière sur le court terme et d'une approche de fond des problèmes de quartiers chauds et d'intégration sur le long terme.

Mais le danger peut venir de la conjonction entre la radicalisation d'une frange de la jeunesse d'origine musulmane et un mouvement de ré-islamisation d'une partie de la population musulmane en France, même si les enquêtes en montrent les limites (voir l'étude de l'INED publiée par Michèle Tribalat dans son livre *Faire France*, 1995).

LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DE LA RÉ-ISLAMISATION

Les dimensions internationales de la ré-islamisation sont multiples. Elles peuvent intervenir aussi bien au travers des musulmans vivant en France mais toujours liés au pays d'origine, que de ceux qui, très acculturés et coupés du pays d'origine, veulent redonner un sens politique au concept de Oummah, ou communauté des croyants, au-delà de l'allégeance à la nation française.

Les diasporas

L'analyse des immigrations musulmanes montre qu'il s'agit de

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

populations très hétérogènes. Par diaspora nous entendons les populations ayant gardé leur langue et se définissant avant tout par le pays d'origine, dont elles gardent souvent la nationalité. Lorsque des individus de ce groupe se ré-islamisent ou deviennent activistes, c'est presque toujours dans le cadre d'organisations liées au pays d'origine. Ainsi on trouve MelliGörüş pour les Turcs (auquel on peut ajouter le mouvement plus radical de Djemaluddin Kaplan) ou bien, dans la mouvance pakistanaise, les réseaux « barelvis », « déobandis » ou le « Jama'at » qui relèvent tous d'une problématique propre au sous-continent indien.

Les populations immigrées « traditionalistes », lorsqu'elles se mobilisent, le font dans le cadre de solidarités ethniques et nationales (parfois aussi villageoises ou familiales) du pays d'origine. Sensibles affectivement à l'imaginaire universaliste de l'Oummah, elles se désintéressent de sa réalisation politique. Des milieux plus éduqués, en particulier d'origine algérienne, peuvent se constituer en « base arrière » du GIA ou du FIS, mais essentiellement dans la perspective du pays d'origine et non pour introduire le terrorisme en France: c'est le cas de la plupart des réseaux logistiques de soutien mis à jour, qui n'ont pratiquement rien à voir avec les réseaux véritablement terroristes agissant sur le territoire français. Ces derniers sont bien « français », même si l'infiltration de certains éléments du GIA ou la manipulation par des services algériens ne saurait être exclue.

Les grandes organisations islamiques françaises

L'islam modéré est silencieux, individualiste et dépourvu d'organisation (il n'est pas sûr que ce soit un défaut). Les associations militantes par contre ont des vues plus précises. Les acteurs et les associations oeuvrant pour la ré-islamisation sont bien connus. Le cadre de leur activité est légal. Les grandes associations (Union des Organisations Islamiques de France, Fédération Nationale des Musulmans de France, Union des Jeunes Musulmans de Lyon, et aussi, dans une moindre mesure, le *Tabligh*) ont souvent une connexion étrangère, surtout l'UOIF et le Tabligh. L'UOIF est très lié aux Frères Musulmans et à la Ligue islamique. Ces

Les carnets du CAPS

connections étrangères assurent le financement et aussi la circulation d'imams, de prêcheurs, de littérature religieuse. Mais elles ne renvoient pas à un pays précis dont elles épouseraient la stratégie et les intérêts nationaux. En fait ces grandes associations s'adressent à un public pour qui la rupture avec le pays d'origine, sa langue et sa culture, est un fait, souvent dû à l'émergence de nouvelles générations acculturées.

Ces grandes organisations islamiques ont, dans le cadre de la France et de ses institutions, une stratégie assez claire sur deux axes :

- communautariser la population musulmane vivant en France sur le seul critère de la religion et à l'exclusion donc des cultures nationales d'origine.

- négocier avec l'État la reconnaissance de cette communauté avec un statut dérogatoire (voile, nourriture *halal*, fêtes chômées, etc.), faisant ainsi de ces organisations l'intermédiaire nécessaire, avec tout ce que cela implique d'enjeux de pouvoir, mais aussi financiers (viande *halal*).

Elles s'opposent, par leur militantisme et leurs exigences, aux tendances modérées qui se contenteraient d'une reconnaissance de l'islam sur le mode protestant ou israélite, et qui recrutent dans des milieux soit très acculturés soit au contraire très conservateurs. Elles incarnent la volonté de promotion d'élites potentielles, insérées, éduquées, professionnelles et modernes : on trouve beaucoup de diplômés et de cadres très bien intégrés sur le plan socio-professionnel.

Mais, par définition, ces organisations n'ont pas de stratégie clandestine puisqu'elles veulent se faire reconnaître comme interlocuteur. Elles mènent de grandes campagnes, comme l'affaire du voile pour l'UOIF. Le but est l'émergence d'un lobby musulman. Elles sont très gênées par le terrorisme et l'amalgame qui en découle; elles adoptent en ce moment un profil bas, comme le montre la diminution des affaires de voile en cette rentrée 1995.

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

EN REGARD

Les mosquées sauvages et les milieux informels

L'impact des grandes organisations est faible dans le milieu des Beurs de banlieue, car elles apparaissent comme l'expression de notables potentiels. Leur appel à l'organisation et à l'institutionnalisation ne trouve pas d'écho dans le milieu anémique et anarchisant des jeunes Beurs de banlieues, qui se méfient toujours des « grands frères » et de la récupération. Dans ces banlieues, le passage au radicalisme islamique n'est pas le fruit d'un travail en profondeur de ré-islamisation, mais plutôt la reformulation islamique d'une révolte déjà acquise. Ce passage à l'acte se fait en général par la rencontre entre des « politiques » et des « loubarbs ».

Les « politiques » sont souvent des immigrés récents gardant la citoyenneté étrangère, au niveau d'éducation supérieur à celui des jeunes Beurs, qui sont eux en échec scolaire ou en révolte, et ont déjà une expérience de la délinquance. Une nouvelle catégorie de « meneurs » apparaît ici: l'imam auto-proclamé, la plupart du temps autodidacte, né à l'étranger, itinérant, adapté à des publics d'origines ethniques et nationales fort diverses, utilisant les langues des pays d'accueil et les moyens modernes de communication. Ces imams voyageurs ont souvent circulé dans les points chauds de l'Oummah, Afghanistan ou Bosnie, mais ne sont pas liés à un pays donné. Ils exercent une fascination sur de jeunes délinquants à qui ils proposent plus une ré-interprétation de leur révolte qu'une véritable conversion. La délinquance est alors expliquée en termes de lutte contre le système. Les lieux de radicalisation peuvent être la prison, sous l'influence d'imams aumôniers, ou bien une mosquée informelle, parfois couplée avec une association, souvent à but sportif. Il est intéressant de noter que cette association entre une mosquée, une salle de sport et une bande de « mauvais garçons » entraînés par un cheykh charismatique, sur un modèle de secte ou de « cellule » soufie, est une vieille tradition du monde musulman (connue sous le nom de futuwwat dans l'islam classique, et dont les *zourkhana* iraniennes sont une expression contemporaine).

Outre la reformulation positive d'une révolte, en termes idéologiques, cette conversion offre aussi une identité internationaliste à des milieux dont l'identité est devenue floue, perdue qu'elle est entre un pays d'origine aussi dévalué que l'image de leurs parents, et une identité française mal vécue.

L'identité mise en avant par la brusque ré-islamisation de certains jeunes Beurs n'est en effet pas une identité algérienne, marocaine ou tunisienne : c'est une identité musulmane, universaliste, fondée sur l'idée de *Oummah*. Les combats mythiques sont ceux de l'Afghanistan et de la Bosnie. En cela, ils se séparent de leurs aînés, plus liés au pays d'origine. Leur choix du GIA plutôt que du FIS vient bien sûr du fait que l'anomie et la violence du premier leur convient mieux, mais aussi du fait que le FIS algérien maintient une ligne « nationale » voire « patriotique » et cherche avant tout une percée dans le cadre national algérien, ce qui ne convient pas au nouvel internationalisme mythique qui séduit les jeunes radicaux des banlieues françaises.

UN INTERNATIONALISME DE DÉRACINÉS

On voit donc se développer, à la frange des populations musulmanes vivant en Occident, un nouvel internationalisme en dehors des Etats et des pays musulmans, mais aussi en dehors des grandes organisations internationales de l'Islam (comme les Frères Musulmans). Si l'on fait le bilan des mouvements actifs dans l'immigration musulmane en Europe, on constate qu'il s'agit plus de réseaux que de mouvements, mais qui sont véritablement multinationaux et s'établissent à partir de nouvelles générations de « *born-again muslims* », déracinés, ayant la plupart du temps perdu la langue d'origine au profit du français ou de l'anglais. L'internationalisation est ici une conséquence de l'occidentalisation et non du maintien d'une identité musulmane venue des pays d'origine. L'occidentalisation a produit la déracination, mais n'a pas permis d'ancrer une nouvelle identité nationale, celle du pays

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

d'accueil, dans toutes les catégories de musulmans. La révolte islamique attire les perdants de l'intégration plus que les traditionalistes.

On passe donc directement de la banlieue à l'Oumma. Les réseaux qui ont produit l'attentat de Marrakech comptent aussi bien des Marocains que des Algériens d'origine. Les réseaux en cause dans l'attentat du *World Trade Center* rassemblent des Égyptiens, des Pakistanais, des Palestiniens, mais leur Etat-major est dans une banlieue du New-Jersey. Cette internationalisation est en trompe l'oeil: elle rassemble des déracinés, et même des doublement déracinés par rapport au pays d'origine et au pays d'accueil. L'*Oumma* est fictive: elle repose sur la facilité des échanges et des communications, sur une internationalisation (en particulier par la langue, aujourd'hui l'anglais ou le français) qui est un produit de l'occidentalisation et non l'importation d'une solidarité antérieure.

Ceci explique largement le peu d'impact de ces milieux activistes dans la population musulmane traditionaliste, attachée aux cultures d'origine. Paradoxalement c'est l'acculturation résultant d'une politique d'intégration mal maîtrisée qui entraîne la naissance d'une nouvelle identité musulmane coupée de toute référence culturelle, linguistique ou nationale. Cette identité est vécue sur un mode ethnique à l'américaine: non pas translation d'une identité venue d'ailleurs mais expression dans la culture dominante d'une sous-culture née de l'exclusion sociale et qui se nourrit de mythes tiers-mondistes plus que proprement religieux.

La base de cette identité est fort peu religieuse au sens strict. La pratique réelle des militants impliqués dans les attentats est faible et récente.

Le vrai risque est moins l'islam comme religion que l'ethnisation d'un espace d'exclusion sociale où l'identité « musulmane » désignerait non pas une communauté religieuse, mais un rassemblement d'exclus, de gens qui se sentent exclus, et

retrouvent une justification de leur exclusion dans cette image du musulman abstrait, nouveau, francophone, « moderne », mais en guerre contre la société. Cette déchirure remonte à la guerre du Golfe et se nourrit de toute la problématique de l'exclusion.

Mais cette révolte reste largement un phénomène de génération limité à un espace donné: les quartiers chauds. Cette révolte anémique est loin d'offrir un modèle de mobilisation et d'organisation pour une population musulmane qui cherche avant tout à concilier identité religieuse et intégration. Derrière la révolte, il n'y a ni parti politique, ni mouvement de masse, ni relais d'opinion. La révolte porte ses limites en elle-même.

La clé de la gestion de la question « musulmane » est donc bien intérieure. Pourtant la dimension internationale est certaine.

LA DIMENSION INTERNATIONALE

Si chaque pays a une relation spécifique à ses populations musulmanes, on constate que l'émergence de réseaux cosmopolites faits d'électrons libres est, lui, très général. Les cartes d'implantation des réseaux et des voyages des militants montrent leur réelle internationalisation dans l'espace occidental, de la Norvège aux États-Unis, plus que dans l'espace musulman. Dans ce dernier, les mouvements radicaux sont avant tout nationaux et développent leur stratégie dans le cadre national.

On assiste à un découplage entre réseaux radicaux implantés en Europe et mouvements islamistes des pays musulmans. Il ne se rencontre guère que dans les marges : Afghanistan (ou plutôt Peshawar), Cachemire, Bosnie, Moros, Soudan, mais aussi Algérie, exemple même de déstructuration d'une société musulmane. Certes, il y a des va-et-vient entre organisations, mais ce découplage va probablement s'accroître. Ni les États musulmans, ni les grandes organisations islamistes ne sont des interlocuteurs pour gérer le radicalisme islamique en Europe.

Relecture : les nouvelles formes de terrorisme islamique et la France (1995)

Pourtant il y a ici un motif de danger et de malentendu. Le danger est la manipulation de certains de ces radicaux par des services secrets de pays étrangers, dans le cadre d'une stratégie bilatérale, comme dans les années quatre-vingts: faire pression sur la France. Mais nous avons l'habitude.

Le malentendu est plus subtil à gérer. L'apparition de nouveaux réseaux radicaux déconnectés des pays musulmans est mal comprise par les États musulmans. Ces États, quelle que soit leur nature et leur disposition à notre égard, voient la communauté musulmane en France comme un appendice du monde musulman et tiennent à en faire un élément des relations bilatérales. Mais ils ne peuvent plus guère devenir un facteur de stabilisation. Ils sont ignorés ou rejetés par des musulmans aujourd'hui largement acculturés. L'éventuel financement n'est plus un élément de contrôle comme l'Arabie saoudite tarde à le réaliser.

En fait, la nécessaire « dé-orientalisation » de l'islam en Occident est en route, mais avec des effets pervers inattendus: l'apparition d'une violence marginale héritière des mouvements contestataires et « anarchistes » de notre Occident.

Les carnets du CAPS